

VIVRE AU PAYS



“ Le Combat socialiste ”

Août-Septembre 1996 - N° 1027

Prix: 5 F.

ALTERNATIVE ROUGE ET VERTE

Socialisme

Ecologie

Autogestion



Non aux lois Pasqua



ACHARNEMENT THÉRAPEUTIQUE

Les stratèges capitalistes n'ont pas seulement soutenu Eltsine en dépit de sa santé inexistante mais en dépit d'une gestion économique contraire à toutes les règles du FMI. Elles ont souri à ses dépenses électorales et à ses promesses démagogiques. Le déficit budgétaire russe dépasse 7% du produit intérieur brut avec leur bénédiction, alors que pour tout autre chef d'État, le FMI aurait subordonné l'aide financière à un objectif de 4,5% en 1996, à la rigueur 5%, chiffres cités l'année dernière.

Par ailleurs, Gore, le vice président américain, a été le seul à trouver Eltsine en "bonne forme" parmi ceux qui l'ont approché récemment.

Ce qui tendrait à confirmer que le FMI obéit à la diplomatie américaine (les exemples précédents étant ceux du Mexique et de l'Égypte), et que la diplomatie américaine n'a pas d'autre carte à jouer en Russie.

Les autres gouvernements occidentaux s'alignent, et on ne voit guère de zèle pour proposer un arbitrage international en Tchétchénie.

FAILLITE DU PRIVÉ

Sortant de la politesse diplomatique qui l'a mené à son poste, Juan Antonio Samaranch, président du Comité Olympique, a critiqué l'organisation pagailleuse des JO d'Atlanta. Il a laissé entendre que les intérêts privés n'étaient pas capables de remplir une telle tâche seuls et qu'il fallait absolument l'intervention des pouvoirs publics pour traduire correctement l'esprit olympique.

Autrement dit, et c'est une leçon à portée très générale: par nature, les intérêts privés, notamment commerciaux, ne peuvent pas faire passer une responsabilité qu'ils ont prétendu assumer avant leur propre promotion, cette dernière étant pour eux la seule chose vraiment sérieuse. Là où l'argent est dieu, il n'y a pas d'autre dieu, c'est à dire d'autre idéal, possible. Cette remarque a déjà été faite quelque part il y aura bientôt vingt siècles...

Nationalisme et fascisme

L'hebdomadaire A Cuncolta Naziunalista s'appelle U Ribombu. Il a été justement pris à parti par Le Monde pour les insultes racistes et les menaces qu'il a proférées contre Guy Benhamou, journaliste de Libération.

Citons: «Qui est au juste, Guy Benhamou, officiellement pisse-copie au torchon Libération? A priori, rien

ne semblait prédestiner ce juif pied noir... à jeter son dévolu sur l'affaire corse... En dépit des affirmations du plus infâme des plumitifs de Libé, les rues d'Aiacciu sont infiniment plus sûres pour François Santoni que pour lui même...»

Après quoi Jean Michel Rossi a nié tout antisémitisme dans son journal ainsi que toute menace de mort. Il faut le faire! En réalité, bien qu'il ait «empêché Le Pen de débarquer en Corse», il emploie le même langage de violence et de haine et donc la même logique irrationnelle et anti démocratique.

Cette dérive du nationalisme vers la xénophobie et le totalitarisme doit être combattue, qu'elle ait pour prétexte la «France éternelle», l'Allemagne «aryenne», la Corse, la race basque... ou tout autre mythe intégriste.

Les Européens de la communauté peuvent voter aux élections européennes dans le pays où ils résident; par exemple, les Britanniques, les Allemands... etc... installés en France. C'est logique et c'est officiel. Mais on n'a vraiment rien fait pour le leur rappeler et les inciter à s'inscrire sur les listes électorales. Comme si on appliquait la loi honteusement. Ça rappelle les années qui ont suivi immédiatement la loi admettant l'objection de conscience: on pouvait être dispensé sous certaines conditions, mais il était interdit à quiconque, presse comprise, de faire savoir et de publier des détails de la loi. Ça y est, les armes de guerre ne sont plus cotées à leur juste valeur aux États-Unis; c'est une nouvelle victoire de Clinton au Congrès. On est quand même stupéfait d'apprendre que la décision a été acquise à un vote de majorité seulement. Ça fait sans doute attribuer davantage à la puissance des "lobbies" qu'aux traditions sangonales des Américains et à la morale du Far West. Les puissances d'argent peuvent être assez fortes pour tenir en échec une majorité silencieuse ou une majorité non véhémente, sinon démocratique elle-même. Faut-il ajouter, aux États Unis seulement? dent; par exemple, les Britanniques

Le courrier des lecteurs de votre numéro de Vivre au Pays du mois de juillet 1996 publie une lettre «d'un combattant socialiste» brestois qui me fait réagir, à titre personnel, en tant que militant vert. Ma réponse pourrait alimenter cette rubrique dans le prochain numéro.

D.P. de Brest nous dit qu'il a dans sa tête l'image du vert «évanoué» assez loin des réalités politiques et sociales. Je voudrais lui dire amicalement qu'il devrait débarrasser au plus vite ses neurones de cette fausse image et observer plus attentivement la réalité de l'écologie politique d'aujourd'hui.

En me limitant à la seule question sociale, notamment celle du chômage, personne, attentif à notre mouvement, ne pourra nier qu'elle est au coeur des préoccupations des Verts qui ont donné corps, et cela depuis plusieurs années, à la revendication du partage du travail (32h) et des richesses. Partout en France, Les Verts sont partie prenante d'un grand nombre de collectifs (G7, immigration...) qui agissent dans ce domaine au coté des militants de l'AREV de la CAP et de bien d'autres.

Les 400 élus locaux Verts (en juin 1995 ont été élus 1733 écologistes) consacrent au quotidien beaucoup de temps et d'énergie à la prise en compte des inégalités sociales dans les politiques municipales. A ce propos j'encourage notre ami brestois à se renseigner sur les prises de position des élus Verts brestois. On a le droit de préférer le rouge au vert mais il n'est pas juste de continuer à regarder les Verts à travers des lunettes déformantes.

Recevez mes cordiales salutations.

C. B. Brest

Nouvelle phase de la bataille de l'eau

On sait que la préservation de l'eau potable est devenu le problème social et économique numéro 1 en Bretagne, même si tous n'en ont pas encore conscience:

- parce que la santé des habitants est menacée,

- parce que la destruction d'une eau pure dans les rivières et sur les rives c'est la mort économique de la région à terme.

L'inertie et la complicité des pouvoirs publics sont flagrantes. La loi sur les installations classées n'est pas appliquée réellement (40% du cheptel est dans l'illégalité!) et les éleveurs en situation illégale au 1er janvier 1994 ont été amnistiés et sont récompensés par une subvention pour travaux de mise aux normes.

Tout ce qu'on trouve à faire, c'est des usines de dénitrification qui seront, comme l'amnistie et la subvention de l'État, des encouragements à continuer la marche au suicide. Depuis la construction des usines de Binic (en 1987) et de l'Arguenon (1991), la teneur en nitrates a doublé dans les eaux d'écoulement et les algues vertes se sont multipliées.

Le Collectif Eau Pure des Côtes d'Armor a donc décidé, après les procès engagés con-

tre certains distributeurs d'eau, de peser directement sur les pouvoirs politiques locaux (que les affiliations politiques et les cumuls de mandat rendent tout à fait solidaires du pouvoir central).

Les consommateurs sont invités à retenir:

- 50 F sur les factures d'eau inférieures à 500 F

- 100 F sur les factures comprises entre 500 et 1000 F

- 200 F au delà,

et à adresser ce montant forfaitaire retenu à un compte séquestre spécialement ouvert au nom du

*Collectif Eau Pure,
10, Bd Sévigné, Saint
Brieuc.*

«Il va de soi que si les pouvoirs publics s'engagent fermement à modifier substantiellement leur politique par rapport aux points que j'ai évoqués, je vous ferai parvenir rapidement la somme ainsi retenue»

Telle est la phrase que les consommateurs-citoyens (qui n'entendent plus être des consommateurs passifs avalant les nitrates, les pesticides... et les couleuvres) sont invités à écrire à la fin de leur lettre au directeur du service des eaux local.

L'AREV, cela va sans dire, s'associe pleinement à cette démarche rebelle mais citoyenne, et encourage ses militants à la promouvoir autour d'eux.

Vivre Au Pays suggère à ses lecteurs d'autres départements (au moins en Bretagne) de provoquer la réflexion sur des actions semblables partout où le problème se pose avec acuité, ce qui fait désormais plus des deux tiers des communes bretonnes.

AREV 22

NDLR: Nous avons envie de souligner la précision des termes employés par le Collectif Eau Pure quand il définit l'objectif à atteindre: «une agriculture durable et respectueuse de l'environnement». Il ne s'agit pas seulement de protéger l'environnement, mais de fonder des systèmes productifs économiquement durables. C'est important parce que beaucoup croient encore que le combat de style «écologique» ne concerne que le décor et le paysage.

.....

JEUDI 19 SEPTEMBRE

**20 H. Salle de Robien -
Saint-Brieuc**

FILM:

**«LA BALADE DES SANS
PAPIERS»**

DEBAT avec le réalisateur Abdallah MOGNISS, Sald BOUZIRI, de la Ligue des Droits de l'Homme et Madjyguène CISSE, porte-parole nationale

CONCERT: CHANSONS, JAZZ

Erwan
Picard

Le travail c'est la santé.

La Santé est une prison.

Le travail c'est la prison

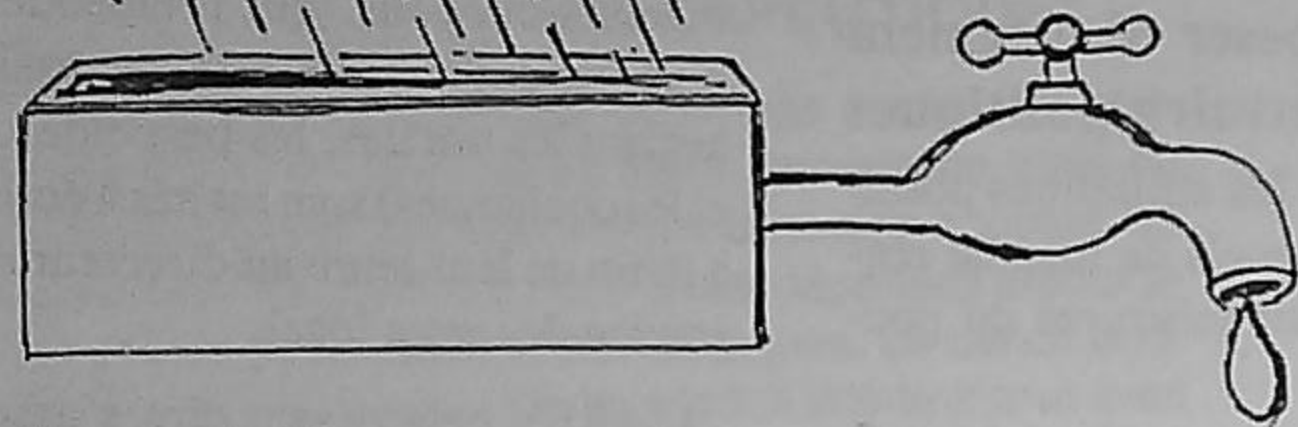
Les leçons du mitterrandisme:

Il faut donner du temps au temps.

Le temps c'est de l'argent.

Faut-il laisser l'argent aller à l'argent?

L'eau pure est un trésor ou: le pari de Saint Yvi

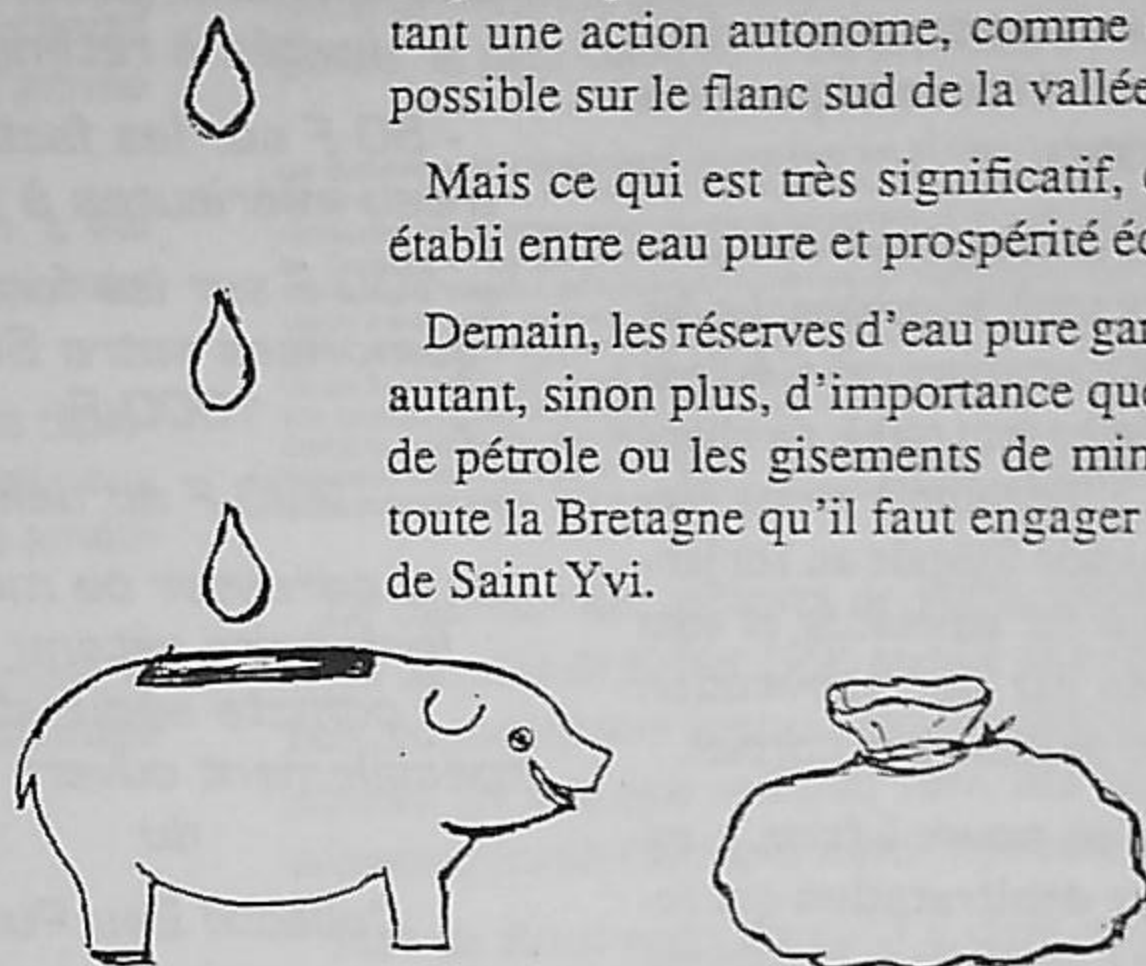


On connaît bien l'argument opposé aux défenseurs de l'eau pure "de la source à l'embouchure": Vous portez atteinte à l'économie bretonne, leur dit-on.

Ce n'est pas ainsi que raisonne la commune de Saint Yvi, à l'est de Quimper.

Obligée, comme tant d'autres, à chercher une solution à la montée des nitrates et à fournir des bouteilles d'eau aux cantines scolaires, elle a décidé d'agir énergiquement et de tirer un avantage économique de son eau de qualité.

Un nouveau captage strictement protégé par le reboisement et le recours à l'agriculture biologique permet d'escompter un taux de nitrate inférieur à 25 milligrammes par litre en 1997.



Du coup, la commune a pris contact avec les chambres de commerce et d'industrie pour attirer de petites usines agro alimentaires qui ont absolument besoin d'une garantie d'eau pure à longue durée.

Les résultats de cette campagne se mesureront plus tard. D'autre part, toutes les communes ne disposent pas des ressources aquifères permettant une action autonome, comme cela semble possible sur le flanc sud de la vallée du Jet.

Mais ce qui est très significatif, c'est le lien établi entre eau pure et prospérité économique.

Demain, les réserves d'eau pure garantie auront autant, sinon plus, d'importance que les nappes de pétrole ou les gisements de minerais. C'est toute la Bretagne qu'il faut engager dans le pari de Saint Yvi.

Poisson durable et poisson d'avril

Alain Le Sann a bien raison de faire une critique serrée de l'initiative prise par UNILEVER: créer un "écolabel" pour le poisson pêché "dans des conditions d'exploitation durable" de la ressource (voir Pêche et Développement N° 35, page 5).

Un label pour qui? Le but d'une société comme UNILEVER est de satisfaire les marchés solvables, essentiellement dans les pays développés. Est-ce réellement une pratique de développement durable que de favoriser des importations dans des pays où les besoins alimentaires sont déjà largement satisfaits sans s'interroger sur les besoins des plus démunis et sur les conséquences de ces importations sur la situation des pêcheurs du pays importateur?

Cette initiative, placée sous l'égide du World Wildlife Fund, mérite en effet d'être suivie attentivement pour en distinguer les aspects positifs et les aspects négatifs. Quant au commentaire que nous citons, il illustre bien le malentendu qui surgit parfois entre les défenseurs d'une politique généralisée de développement durable et ceux qui interprètent les propositions écologistes comme des gadgets dont le capitalisme est prêt à s'emparer.

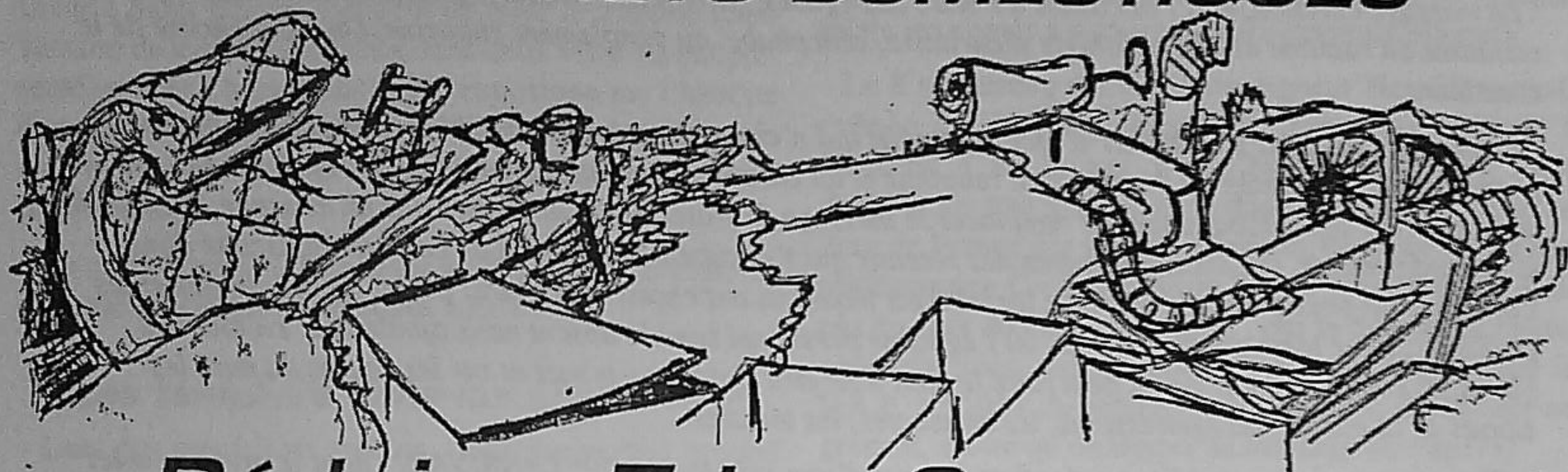
Le développement durable entendu comme philosophie politique ne concerne pas la promotion d'une marchandise, quelle qu'elle soit. Il concerne la préservation et l'équilibre de la planète, la préservation et l'équilibre (physique et social) de l'humanité. C'est simple: telles sont les conditions

nécessaires pour qu'il y ait développement et qu'il soit durable; les conditions suffisantes aussi, si l'on veut bien admettre que la justice est au plan moral la traduction de la notion d'équilibre au plan physique.

Nous suivrons donc tout à fait Alain Le Sann quand il demande: "Va-t-on intégrer les aspects sociaux dans la définition du label" (pour le poisson). Peu importe si telle ou telle organisation écologiste se laisse éventuellement prendre au poisson d'avril d'UNILEVER ou d'un autre marchand astucieux. La notion de développement durable n'appartient à aucune boutique, elle est entrée dans la réflexion politique globale et appartient à tout le monde.

J.G.

LES DÉCHETS DOMESTIQUES



Réduire, Trier, Composter

Il est encore temps de parler du numéro 86 (juin-juillet 96) du Rôle d'Eau, le bulletin trimestriel du G.E.P.N.(1) D'autant plus que son étude consacrée au problème des déchets restera au moins valable jusqu'en juillet 2002, date butoir pour les décharges, sauf les «déchets ultimes», 'est à dire déjà traités autant que le permettent «les conditions techniques et économiques du moment».

La loi (du 13 juillet 1992) répond à une stratégie décidée à un niveau européen. Cette stratégie vient d'être précisée dans ses principes par la Commission Européenne: «la prévention des déchets reste en tête des priorités, suivie par la valorisation et l'élimination sans danger». En effet rappelle le Rôle d'Eau, le déchet le plus facile à éliminer c'est celui qui n'a pas été produit. De même, ajouterons-nous, la centrale énergétique la moins coûteuse c'est celle que l'on n'a pas besoin de construire grâce aux économies d'énergie.

Mais ce bon sens que des responsables politiques peuvent partager quand ils se réunissent dans une salle de commission, il est plus difficile déjà de l'imposer par des mesures concrètes. Le Rôle d'Eau regrette que la Commission Européenne n'ait pas fixé d'objectifs précis de réduction des déchets, ou de valorisation (par le tri et le recyclage). Il

est difficile que la prévention devienne prioritaire en Europe «tant les déchets sont devenus un gisement (de matières et de profits!) pour les multinationales qui en assurent le traitement»

Au niveau des pouvoirs publics dans les états membres chargés d'appliquer les directives européennes, c'est l'incinération sans tri préalable (et même parfois sans récupération d'énergie) qui a la côte, comme on le sait en Bretagne. Cette technique ayant démarré en 1870 à Leeds, Manchester et Birmingham, comme nous l'apprend un avant-propos historique très intéressant de la même revue, elle peut difficilement passer pour le dernier cri du progrès. La production d'énergie par récupération de la chaleur a elle même été inaugurée il y a plus d'un siècle à Paris en 1893 et contribue toujours au chauffage de certains quartiers de la capitale.

L'incinération laisse des résidus qui posent problème. Une tonne d'ordures ménagères laisse environ 50 kg de cendres volantes (parce que, tout de même, on épure les fumées), et 250 kg de cendres lourdes ou mâchefers. Les premières contenant des produits très toxiques doivent être stockées dans des décharges spécialisées, les secondes, moins toxiques, ne peuvent pas quand même être toutes utilisées comme remblai. La demande tend d'ailleurs à diminuer.

Enfin, les rejets de dioxine, qui échappent à l'épuration pourraient contaminer le lait des vaches brouyant à proximité des incinérateurs (le Ministère de l'Agriculture affirme simplement que le taux maximum réglementaire n'est pas atteint).

C'est pourquoi il faut brûler le moins de choses possible si on peut faire autrement.(2)

Il faut réduire à la source la quantité de déchets en préparant et en incitant les consommateurs à un comportement critique (refus des emballages excessifs, maîtrise du gaspillage...)

Il faut traiter séparément les différentes catégories de déchets en triant les produits réutilisables (verre, carton, plastiques, métaux...) et en séparant les déchets organiques des autres.

En Bretagne, le compostage semble particulièrement adapté, et il faut encourager le compostage individuel des nombreux possesseurs de jardins, et encourager le dépôt en déchetterie pour obtenir un compost de qualité.

(1) GEPN, 10, Bd Sévigné, 22000 Saint Brieuc

(2) Le Rôle d'Eau montre aussi l'optimisme irréaliste des prévisions officielles en Côtes d'Armor.

Chronique d'un été breton

Le message chrétien, et à l'occasion les murs des églises, restent des remparts possibles contre la vague montante du racisme et de l'idéologie sécuritaire, xénophobe, ou simplement chauvine. On vient encore de le constater.

Raison de plus pour s'inquiéter d'un phénomène qui n'est pas nouveau mais qui se manifeste de façon grandissante: la montée de l'intégrisme religieux et du conservatisme social caché sous des dévotions suspectes. Il s'agit globalement de remplacer le message de fraternité et de justice par un message d'autorité et de conformisme. On distingue même des réseaux qui s'occupent activement de corseter la société dans l'ordre moral pour protéger un ordre social dans lequel ils ont choisi leur place: parmi les privilégiés et les profiteurs. Pour tenir compte des cas où l'égoïsme personnel semble absent nous ajouterons: en tout cas, parmi les complices, car on ne peut faire le bien sans être lucide sur le mal et sur les causes du mal, les causes de la misère, les oppressions, les massacres, les tortures.

C'est pourquoi nous publions volontiers la suite d'une enquête de Guy LANRIVAIN, dont le premier volet peut être trouvé dans le numéro de mai 1996 de TERRAINS (publication à demander à la Fédération des Oeuvres Laïques 22).

V.A.P.

Faut-il crier «Vive le Pape» en breton ?

Appeler une religion au secours d'une «nation» est un acte grave. Il suffit de tourner les yeux vers l'ex Yougoslavie.

C'est pourtant ce que la fédération bretonne du mouvement Régions Europe s'est employée à réaliser cette année. Ce mouvement s'appuie sur un discours du Pape concernant le droit des nations (5 octobre 1995). Il est l'initiateur du «Comité pour une visite du Pape en Bretagne», lui-même rédacteur d'une pétition connue. Tous les contacts ont été liés au Parlement de Strasbourg avec le secrétaire d'État du Vatican: le cardinal Sodano. Résultat tangible: un évangile sera chanté en breton et le Pape dira deux phrases en breton à Sainte Anne d'Auray.

Le plus triste de l'affaire, c'est la complaisance de certains journaux pour les organisateurs de cette étrange pétition. Le plus grave, c'est que des militants de l'UDB soient tombés dans le panneau et avec eux quelques organismes culturels bretons ou personnalités bretonnes. La palme revient à Armor Magazine de septembre 1996 qui titre: «Ar Pab e Breizh» et accorde 4 pages à l'évènement.

Cela rappelle le mouvement «Feizh Breizh» des années 30, qui n'a pas laissé bon souvenir.

La contre pétition

A la pétition pour la visite du Pape en Bretagne a répondu une contre pétition lancée notamment par le comédien Jean Kergrist et les chanteurs Gilles Servat et François Budet. Elle se prononçait pour la nécessaire séparation des Églises et de l'État et contre le financement public par l'impôt de la visite du Pape. VAP l'a reproduite.

Nos inquiétudes étaient légitimes à voir les sommes versées par le département du Morbihan (1,5 million), le Finistère (300 000 F), l'Ille et Vilaine (300 000 F). Selon Le

Télégramme du 3 septembre, le bureau du Conseil Régional aurait voté un million. Soit la bagatelle de 3 millions au moins, et ceci dans une période de récession!

Les initiateurs ont remis leurs 1550 signatures à la Préfecture de Vannes le jeudi 12 septembre. L'évêque, lui, a fermé sa porte.

Des manifestations ont également été organisées le 14 septembre à Lorient et le 21 à Rennes pour rappeler que la séparation de l'Église et de l'État est un principe fondamental de la République et du progrès humain.

Les réseaux Clovis

Reste Clovis et le 1500ème (??) anniversaire de son baptême qu'on voudrait faire passer pour le baptême de la France.

Si cet anniversaire n'a pas l'assentiment des réseaux «bretons», il réveille par contre des réseaux «nationaux catholiques» proches du FN, et des lobbies du nouvel ordre moral et de toute l'extrême droite.

La contagion Clovis semble toucher plusieurs paroisses et cercles ultra catholiques dans le Trégor et la région de Guingamp (avec une palme pour l'église de Pontrieux).

Dans VAP de mai, nous avons attiré l'attention sur une étrange conférence donnée à Saint Briec par le père Daniel Ange à l'initiative des AFC du département et d'une «association pour la dignité humaine» (Ploufragan). Il se trouve que le père Ange est l'un des organisateurs du comité Clovis et qu'il accueillera les pèlerins à Reims...

Le 2 avril 1996, c'est Alain Juppé, premier ministre en exercice, qui a installé officiellement à Reims le comité Clovis! (Rappelons qu'en 1896, pour le prétendu 1400ème anniversaire, l'État avait refusé de s'associer à ce type de commémoration).

Faut-il regretter le régime féodal ?

Les Frères de la Salle, gestionnaires de l'école du Sacré Cœur à Saint Briec, viennent de fêter le 250ème anniversaire de leur congrégation dans cette ville. Ils ont présenté en août à la cathédrale une exposition sur l'histoire de cette congrégation. La nuit du 4 août était évoquée mais on n'en retenait qu'une chose: la suppression de la dime pour le clergé.

Ce réductionnisme historique a effaré certains visiteurs et entraîné quelques remarques à l'évêché.

Les templiers dans les chapelles ?

Lors des précédents articles, nous avons déjà évoqué l'ordre de Malte et ses réseaux très actifs dans le soutien aux sœurs de Bethléem à Plénée Jugon (abbaye de Boquen).

Cet ordre de «soignants», très militarisé au départ, entretient des relations étroites, au moins dans les Côtes d'Armor, avec les Scouts d'Europe, très présents à l'abbaye de Boquen. Les «templiers» de Malte viennent de décider d'adhérer à l'association Breizh Santel (réfection et promotion des chapelles bretonnes) qui est un peu en disette d'adhérents. Le zèle archéologique mérite le respect, mais l'OPA est curieuse.

Notre Dame sur Internet

Très actif, l'abbé Le Pochon a un projet de «christianisme populaire» qui prendrait la forme d'un édifice reli-

gieux de 3000 places à Querrien la Prenessaye. Le projet sera présenté au Pape à Sainte Anne d'Auray et coûtera la bagatelle de 15 millions de francs. Depuis août 96, Internet relaie les appels à souscription du nouveau bâtisseur.

Le 8 septembre dernier, Monseigneur Henri Brincard, évêque du Puy, a présidé le pardon de la Nativité à Querrien. C'est lui qui, avec l'évêque de Cahors, avait donné il y a tout juste un an le départ et la bénédiction au Tour de France des vierges pèlerines, organisé par la très réactionnaire Confrérie Notre Dame. L'initiative n'était pas du goût de tous les évêques, qui se trouvaient même court-circuités, comme nous l'avions expliqué dans le V.A.P. N° 1018 de septembre 95 (avec le dessin: «et en grattant, est-ce qu'on trouve un message du Pape?»))

Catéchisme à la plage

L'Office du Tourisme de Pléneuf Val André a distribué cet été force dépliants (en quadrichromie s'il vous plaît) pour annoncer comme une animation d'été «les évangélisations des Emmanuel» qui se déroulaient quotidiennement sur la plage du val André, le long de la digue.

Ce mouvement au prosélytisme racoleur fondé sur la conversion individuelle est dans la ligne du «Pentecotisme» américain.

C'est son droit, mais on se demande si le comité de défense des sans papiers aurait reçu un aussi bon accueil sur la plage du Val André... Même en mettant en avant, par dessus tout, les obligations de la fraternité chrétienne!

G.L.

Sainte Anne d'Auray, 8 septembre

L'église déborde pour la fête pèlerinage de la Nativité de la Vierge. On attend plus de monde encore pour la visite du Pape: ça se voit aux places qui restent dans les immenses parcs de stationnement pour lesquels toutes les prairies autour de la ville semblent avoir été réquisitionnées. Une tribune provisoire a été dressée dans l'une d'elles. Mais à part ça, l'immensité du grand événement n'est pas tellement perceptible. Le marché forain des artisans présente beaucoup moins d'objets de cire, de bois ou de métal évoquant Jean Paul II qu'on aurait pu s'y attendre. Les bondieuseries habituelles, de plus ou moins bon goût, liées au culte marial, sont beaucoup plus nombreuses. Dépliants et brochures contenant des informa-

tions sur la visite papale ont une place finalement modeste à l'Office du Tourisme et même à la librairie religieuse.

Le Pape ne serait-il plus une star ?

Il y a, bien sûr, le déjà fameux «dalage de la foi». Un peu à l'écart, entre les salles de réunion et la «croix de Jérusalem», un carré de 4 ou 5 ares est déjà recouvert à 40% par de petits pavés plats, également carrés. Le pavé de la foi est vendu 120F, " plus 30 F si on veut deux initiales," et cimenté à côté des autres. Les donateurs n'ont pas été mesquins: on trouve deux lettres sur tous ou presque (PG, SD, ...)

En ville, on peut entendre des récriminations. Tout le monde n'était pas d'accord pour louer son pré aux voitures. Ceux que les gendarmes ont

prévenu qu'à partir de 9 heures le jour J ils ne seraient plus autorisés à sortir de chez eux ont tendance à trouver ça intolérable! Et que de frais qui retomberont sur le contribuable, ceux de la sécurité policière en particulier!

Cela souligne le scandale qu'il y a à consacrer des fonds publics à une manifestation religieuse et à célébrer comme sous Louis XIV la grande alliance des Autorités civiles, religieuses et militaires.

Le Peuple, lui, est censé accourir pour admirer bouche bée et chanter des hymnes. Mais le scepticisme et la grogne gagnent lentement du terrain.

F. J.

AREV, CAP, Chiche, CES, Les Verts

Pour une politique de reconnaissance des droits de l'étranger

Après avoir reçu les porte-parole des «sans papiers» pour entamer des négociations officielles, Juppé et Debré ont consommé la trahison en envoyant 1500 gardes mobiles, CRS et policiers à St Bernard. Deux jours plus tard, Chirac les justifie: «les Français ont une irritation croissante à l'égard des immigrés» déclare-t-il du haut du Fort de Brégançon. Très officiellement, la xénophobie et la chasse au faciès deviennent le pivot de l'action de l'Etat. Ces gens-là n'ont pas d'autre ressort que leur union dans le nationalisme le plus misérable. Ces gens-là menacent d'enfermer la société française dans le rejet haineux des victimes de la misère et de l'exploitation. Ces gens-là orchestrent activement la politique de la France aux Français» sur laquelle Le Pen a réuni 15% des électeurs. L'AREV, Chiche!, la CAP, CES et les Verts réaffirment leur soutien

aux «sans papiers» de St Bernard. Nous réclamons une régularisation globale sur la base des critères de régularisation avancés conjointement par le collège des médiateurs et les «sans papiers». L'AREV, Chiche!, la CAP, CES et les Verts soutiennent la campagne pour l'abrogation des lois Pasqua que lance la coordination des «sans papiers» d'Ile de France.

Nous réaffirmons notre exigence d'une politique de respect des droits des étrangers qui implique:

- la restauration du droit d'asile, - la suppression des restrictions au droit de vivre en famille,
- le retour au droit du sol,
- l'instauration du droit de vote et de l'éligibilité.



Ethnolympisme

Le classement des nations par le nombre de médailles olympiques n'est pas exactement conforme à l'esprit des Jeux tel qu'on le définit, non sans idéalisation, comme héritage de Coubertin. Mais c'est la grande affaire des titres de la presse et des conversations de téléspectateurs pendant que les épreuves se déroulent.

Il s'y ajoute souvent des remarques sur la réussite de tel ou tel groupe ethnique et les qualités attribuées à une «race» plutôt qu'à une autre. Si on s'engage dans cette voie, le groupe ethnique le plus sensationnel par ses performances à Atlanta a été celui des Antillais.

La population des Caraïbes, de Cuba aux Antilles françaises ou anglaises représente 35 millions d'habitants. Elle a fourni au moins 35 médaillés (en comptant les Guadeloupéens). Pour être aussi efficaces, les représentants des 265 millions d'Américains US auraient dû en obtenir 260 au lieu de 101! Nous avons pourtant compté 7 millions de Haïtiens, bien éloignés des JO.

C'est encore mieux si on considère uniquement les Antilles de culture Britannique (Jamaïque, Trinidad, Tobago, Les Bahamas, Grenade...) où les systèmes éducatifs et sportifs se ressemblent. Ce petit groupe de 4 millions et demi d'habitants a été représenté 9 fois sur les podiums d'Atlanta. Là, c'est plus de 500 médailles (530 pour être précis) que les Américains devraient avoir pour être à la hauteur, et les français 120! Or il s'agit d'une population où se sont mêlés Européens (Espagnols, Anglais etc) Amérindiens, Noirs importés et même plus récemment Indiens de l'Inde.

Aux ethnologues sportifs en chambre, toujours suspects d'intentions un peu racistes (ils ont le muscle et non le cerveau) on peut donc répondre: «la race la plus forte, c'est celle des métis».

On peut aussi évoquer la superbe réponse du boxeur Joe Louis à un journaliste après son titre mondial toutes catégories. «Vous devez être fier pour votre race?» «La race humaine? bien sûr?»

Sans-papiers: poursuivre la mobilisation, réussir le 28.

Les réactions de protestation dans notre région ont été nombreuses et importantes à l'annonce de l'expulsion de l'église Saint-Bernard des 300 sans-papiers. Malgré la période estivale, ces initiatives montrent la tradition qui existe dans la plupart des villes bretonnes de collectif unitaire d'organisations capable de réagir et de mobiliser dans l'urgence. Aujourd'hui, le pouvoir durcit sa position et refuse toujours de régulariser un très grand nombre des sans-papiers de Saint-Bernard. Dans tous les départements, des situations identiques existent.

Après l'émotion légitime provoquée par la brutalité de l'intervention policière du mois d'août, il est nécessaire d'amplifier le mouvement de solidarité et d'exiger l'abrogation des lois Pasqua face à une droite réactionnaire qui voudrait les revoir dans le sens d'un renforcement de la répression.

En Bretagne, la mobilisation se poursuit et les collectifs bretons préparent activement la marche nationale de protestation prévue le 28 septembre. De nombreuses initiatives ont été prises comme le jeudi 19 à Saint-Brieuc avec une soirée débat avec Cissé Madjyguène.

«L'homme a, paraît-il, le devoir d'être heureux. Nous avons décidé

d'être heureux en France, avec vous, et sans Debré. Il faut changer la loi pour sortir ce pays de la xénophobie et du racisme. C'est pour une certaine idée de la France que nous sommes là.» Ainsi s'exprimait à un rassemblement de soutien début septembre Ababacar Diop, porte-parole national des sans-papiers, nous ne pouvons que partager cet appel.

DIX CRITERES DE RÉGULARISATION PROPOSÉS PAR LES MÉDIATEURS

- Parents étrangers d'enfants français
- Conjoints ou concubins notoires de Français
- Conjoints et enfants d'un étranger en situation régulière
- Parents étrangers d'enfants nés en France
- Étrangers dont le retour interromprait le traitement médical d'une maladie physique ou mentale grave
- Déboutés du droit d'asile entrés en France avant le 1er janvier 1993
- Etrangers ayant un proche parent résidant en France (ascendants, frères, sœurs)
- Etrangers que le retour exposerait à des risques sérieux
- Etudiants en cours d'études universitaires reconnues
- Etrangers ayant une bonne insertion dans la société française

RENNES

*Lors du Conseil Municipal du 2 septembre 1996,
pour approuver un vœu sur les sans papiers,
François Prévost (Groupe Rouge et Vert / UDB)
a fait une déclaration dont nous reprenons quelques extraits.*

Dans l'une des toutes premières puissances mondiales, patrie des droits de l'homme et du citoyen, à l'aube du XXI^e siècle, le nombre, les catégories de «sans» ne cessent de s'accroître. Jamais il n'a été produit autant de richesses, jamais non plus autant d'exclusion.

Il semble étonnant que ceux qui prônent une liberté de circulation sans entrave des marchandises et des capitaux, s'acharnent à restreindre celle des hommes. A chacun ses valeurs, il est vrai. Il est certes plus aisé et payant de focaliser le débat sur le «risque» de l'immigration, comme

ils disent, que de risquer voir remis en question les dogmes libéraux...

Est-il possible de se laisser aller à concevoir notre pays comme une forteresse assiégée et «protégée», à l'heure de la mondialisation, du creusement de la fracture Nord/Sud.

Est-il possible de croire que nous pourrions constituer un îlot de prospérité dans un océan de misère. On discourt beaucoup sur l'aide à apporter aux pays dits en voie de développement.

Les actes, c'est le moins que l'on puisse dire, tardent à venir. Pour s'en

convaincre, rappelons ainsi que les flux financiers du Sud vers le Nord sont plus importants que ceux du Nord vers le Sud.

...Quant à l'extrême droite, c'est un étrange raisonnement qui, sous prétexte de la combattre, amène à appliquer de plus en plus sa politique, contribuant ainsi à la crédibiliser, à lui donner raison.

...Cette France des charters, de la xénophobie ambiante, nous la refusons. Cette France de la haine, de l'exclusion, nous la combattons.

Cette France, n'est pas la nôtre....

Exiger un revenu décent pour les sans emplois.

Après la manifestation nationale du 23 mars à Paris pour la fin de la dégressivité et l'instauration d'une allocation plancher, y compris pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi, Agir ensemble contre le Chômage a organisé une nouvelle journée d'action le 4 juillet. Ce jour là, des négociations se déroulaient au siège de l'UNEDIC avec comme effet d'annonce un excédent enregistré en 96 de 10 milliards. Ce bénéfice se fait sur le dos des chômeurs avec la convention signée en 92 qui a entraîné la baisse brutale des allocations de chômage, la dégressivité (AUD) et la suppression de l'allocation d'insertion des jeunes.

C'est pourquoi les quatre collectifs costarmoricaains d'AC! ont organisé une journée pour «refuser l'exclusion institutionnalisée et la mort des exclus du monde du travail.» Symboliquement, une quarantaine de militants et de sympathisants se

sont retrouvés devant le monument aux morts de Saint-Brieuc autour d'un cercueil pour rendre hommage aux victimes de la crise. Puis ils se sont rendus aux ASSEDIC et ont occupé pacifiquement les locaux pen-

sociations ainsi que le droit pour un demandeur d'emploi de se faire accompagner. Finalement, en soirée, après avoir eu un contact avec le responsable régional des ASSEDIC, le droit de se faire accompagner était acquis. Pour l'affichage des négociations, pour déterminer les conditions, ça devrait suivre!

Ces premières avancées montrent que par l'action, il est possible de faire progresser des revendications, le dialogue a été noué. De nouvelles actions ont été envisagées à la rentrée car la vie sans sous, c'est une histoire de fous!

M. R.



dant cinq heures, une délégation était reçue par les responsables locaux des ASSEDIC.

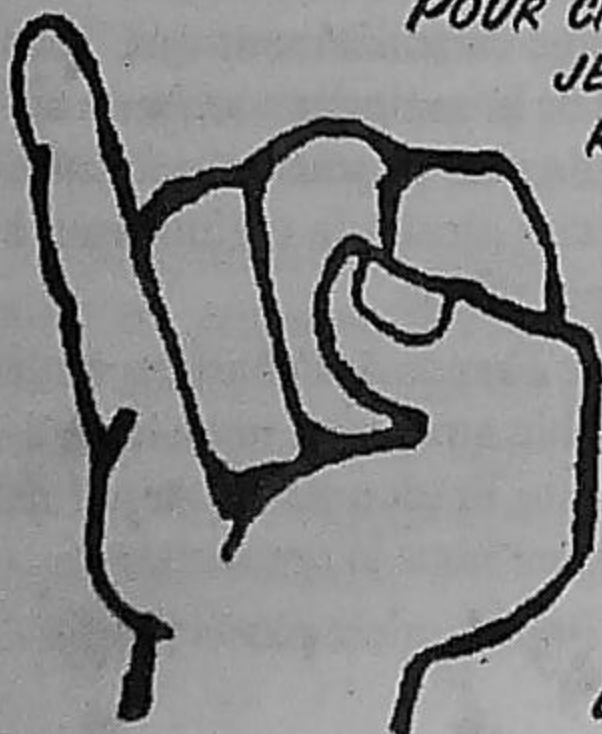
Après une présentation des revendications générales, la discussion a porté sur des revendications plus locales notamment de renforcer l'accueil dans les antennes départementales, le droit d'affichage pour les as-

AC! Paimpol se porte bien et a sorti le deuxième numéro «Le chômeur de la baie». Dans son éditto daté de juillet, il dit: «Il est temps que les têtes bien pensantes de ce pays entendent les chômeurs. Mais à qui profite cette exclusion sociale? à l'extrême droite qui s'infiltré partout... L'histoire dit-on est un perpétuel recommencement: 1996 ressemble à 1933. Mais sachons réagir avant qu'il ne soit trop tard... déjà les lois Debré menacent...» Les faits, hélas, le confirme. Nous attendons le numéro 3 qui doit sortir en septembre.

FETE A CAVAN (22)

POUR CRÉER UN MOUVEMENT DE
JEUNESSE BRETON
RASSEMBLEMENT ET FÊTE
LES 28 ET 29
SEPTEMBRE
SOUS LE SIGNE
CULTUREL ET
IMPERTINENT DU
PETIT DOIGT LEVÉ

FEST NOZ LE SAMEDI ET
LE DIMANCHE



BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM:

ADRESSE:

ci joint un chèque de (40F minimum):
adressé à:

VIVRE AU PAYS
BP 4329 - 22006 SAINT BRIEUC CEDEX

A l'heure, c'était déjà plus l'heure!

L'Université de Rennes 2 vient d'accorder satisfaction aux «recalés du minitel» qui s'étaient inscrits en filière sports, arts plastiques ou musique.

La première surtout avait créé un gros problème: 340 places, 1350 demandes. Le tirage au sort par minitel avait créé des situations dramatiques ou (et) grotesques qu'illustre bien le témoignage que nous publions.

Cela dit, le vrai problème de sélection, c'est le rapport entre le nombre d'étudiants à l'entrée et celui des débouchés en fin d'études.

«Et si l'on jouait votre carrière de haut fonctionnaire sur Minitel?» Telle est la remarque justifiée, lancée par la mère d'un «déconnecté du minitel» au Recteur d'Académie de Rennes le 18 juillet 1996. Pour l'année scolaire prochaine, le conseil d'administration de l'Université de Rennes 2 en Sports (STAPS), Musique et Arts Plastiques, a décidé de sélectionner les étudiants sur la chronologie d'inscription sur minitel pour remplir les 360 places d'accueil (en sport).

Le lundi 15 juillet 1996, à 15 heures pile, environ 1300 candidats (parents, lycéens, amis...) se sont rués sur leurs minitels. Jusqu'à 15 H 09, le serveur n'a pas pu fonctionner: saturé! Puis certains candidats, plus outillés (???), plus proches de Rennes ou plus chanceux ont réussi à s'inscrire. Les autres n'ont réussi à se connecter qu'à 15 h 25 ou plus tard, après avoir vu de nombreux messages sur l'écran: «complet», «incidents» et se voir refuser, les listes étant closes. L'Université connaît les noms, et heures, minutes (secondes?) des candidats inscrits; liste fournie par le serveur, une société de services privée.

Comment expliquer une décision aussi aberrante de la part de l'Université et du Rectorat? La peur d'incidents en cas de file d'attente devant la Fac? La volonté de trouver un système -quel qu'il soit- inattaquable devant les tribunaux? En effet, dans le passé, existait un examen composé d'épreuves physiques à l'entrée de la filière sportive. Examen très sélectif où l'on comptait un dixième de reçus. L'an dernier, des étudiants ont attaqué - et gagné- cet

examen au tribunal administratif: il ne peut pas y avoir de sélection pour les bacheliers à l'entrée de l'Université (UFRAPS). Échaudés par cet échec, et faute d'augmenter de façon significative le nombre de places disponibles, l'Université a choisi la pire des solutions: la loterie, le hasard!

De quoi révolter les parents et les futurs étudiants! Dès le lendemain, mardi 16 juillet, se suivent: organisation du «collectif des déconnectés du minitel», travail avec l'UNEF ID, confrontation en amphi avec le président de l'Université et de l'UER en présence de 300 personnes, confrontation avec le Recteur, interpellation des élus (députés, conseillers régionaux et généraux), occupation de 24 h du Rectorat, manifestation festive à Brest, signature de pétitions au péage de Vitré, attaque de la décision au tribunal Administratif.

A la rentrée, les actions vont reprendre: demande de table ronde, réunion le 30 août à Loudéac... Les 100 places d'accueil supplémentaires ouvertes à Brest ne peuvent pas nous satisfaire. D'autant que l'Université continue à prendre les candidats par ordre chronologique, formule que nous contestons.

Quel avenir offre-t-on aux jeunes? Après leur avoir refusé une insertion normale sur le marché du travail, voici qu'on leur barre l'entrée en formation, alors que le diplôme est encore une arme contre le chômage. Quelle éducation peut-on leur donner à présent? Travaille! Ils n'ont pas eu leur Bac sans rien faire! Oriente-toi! Gère ton projet personnel!

S'ils ont demandé Sport, Musique ou Art Plastique, c'est forcément un

choix positif: on ne s'entraîne pas depuis plusieurs années, on ne fait pas une section sports études pour rien. La société récompense le mérite! Quand le hasard décide de son sort, comment être motivé, volontaire? Quel avenir pour la France?

En Sciences Économiques, les nouvelles théories de la croissance insistent sur le rôle de l'État: les investissements publics (dont la formation) concourent à la productivité privée. La formation doit au moins accompagner les hausses de qualification et l'émergence des nouveaux métiers. Bill Clinton a été élu sur le constat de la faiblesse des infrastructures publiques aux USA. En France règne une certaine hypocrisie à vanter les bons résultats au bac, à courir après les 80% d'une tranche d'âge au niveau du bac, sans assurer l'avenir de ces bacheliers.

Le marché du sport semble être porteur. Le CAPES Sport n'est pas plus sélecteur que pour d'autres disciplines. De nouveaux besoins sociaux émergent: les loisirs-nature, le marché de la forme, les personnes âgées, le sport hors-scolarité pour les jeunes... des métiers nouveaux aussi. Ne jouons pas à la loterie l'avenir de nos enfants! Ayons confiance dans leur capacité à construire.

LE COMBAT SOCIALISTE VIVRE AU PAYS

MENSUEL

N° CPAPP: 10788

Administration: BP 4329, 34 rue du
Gouët,

22006 SAINT BRIEUC CEDEX CCP 2
238 02 K. Rennes

Directeur de la publication: Jacques GALAUP

Réalisation: Imprimerie spéciale AREV
Dépôt légal: à parution.

Editorial

Un été en pente raide, une rentrée sous tension.

Sans emploi, sans abri, sans domicile fixe, sans papiers ... Pas de répit pour les plus démunis!

Notre pays s'enfonce chaque jour davantage dans l'exclusion, la précarité et l'intolérance: plans sociaux avec à la clé des milliers de licenciements, arrêtés municipaux anti-mendicité, expulsion-rafle de l'église Saint-Bernard et les charters de la honte qui s'en sont suivis, crise grave d'une agriculture touchée par le productivisme, attaque contre les services publics... La fracture sociale ne cesse de s'agrandir porteuse de toutes les dérives.

L'extrême droite s'en nourrit et mesure après mesure fait reculer les limites de la démocratie: Interdiction par arrêté municipal de vendre son journal et de distribuer des tracts, sélection des livres dans la bibliothèque à Orange, le préfet du Var y ajoute sa touche et interdit la manifestation de soutien aux sans papiers ... Le Pen n'hésite plus à parler d'inégalité entre les races! La gangrène gagne du terrain.

Tous ceux qui désignent les plus exposés, précaires, chômeurs, SDF, immigrés non pas comme des victimes mais comme des coupables sont complices. L'histoire montre que ceux qui commencent par s'attaquer aux plus démunis, aux immigrés finissent toujours par s'attaquer aux opposants, à la démocratie même...

Au plus haut niveau, la décision politique prise par Chirac et son gouvernement de briser par la violence le mouvement des sans-papiers qui demandaient pacifiquement la régularisation de leur situation est extrêmement grave. Pour mieux faire oublier leur incapacité, mais aussi, et surtout, pour masquer leur volonté de servir les intérêts des profiteurs par des mesures qui frappent tout le monde, ils ont choisi la politique des boucs émissaires et de renforcer les racistes et les xénophobes.

Les patrons des grandes entreprises? Ceux qui spéculent et s'enrichissent sur le dos de la misère du monde sont oubliés, ils sont bien protégés, ils peuvent continuer en toute liberté, personne ne pensera à leur demander des comptes! C'est la loi de la pensée unique, la mondialisation! Jamais les marchandises et les capitaux n'ont eu autant de liberté pour voyager, rarement dans l'histoire les hommes, les femmes et leurs enfants auront été autant limités dans leur déplacement.

Attention de ne pas se retrouver un petit matin avec un de ces bégaiements de l'histoire, il est nécessaire de retisser les solidarités qui les dernières années se sont relâchées: solidarité entre les travailleurs du public et du privé, solidarité entre chômeurs, précaires et salariés, solidarité entre le producteur et le consommateur, solidarité français-immigrés.

Le mois de décembre avait commencé à renouer les fils et à redonner du sens à l'action collective, les rassemblements de soutien aux sans papiers, les luttes de cet été contre les licenciements, le succès de la manifestation des éleveurs soutenue par la confédération paysanne, les appels à l'action unitaire dans l'enseignement en septembre montrent que, même si nous sommes sur une corde raide, des capacités de mobilisation demeurent. Loin tous ensemble pour inverser cette sale politique, nous voulons encore y croire! Alternative, sociale, écologique et citoyenne, il est urgent d'engager une nouvelle politique.

Michel Rault